

PCAET de la Communauté Intercommunale des Villes Solidaires (CIVIS)

REPONSE A L'AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

FEVRIER 2021

Rapport produit par :



Pour :



AMO :



I. ELEMENTS DE CONTEXTE ET PRESENTATION DU PROJET

A. Contexte de l'élaboration du PCAET et présentation du territoire de la CIVIS

- **Au regard du précédent plan climat énergie territorial (PCET) adopté en 2014 par la CIVIS, l'Ae recommande de présenter un bilan qualitatif approfondi, en faisant le lien avec les actions du projet PCAET 2020-2026, de manière à mettre pleinement à profit le retour d'expériences sur le territoire et mieux justifier la stratégie opérationnelle envisagée (y compris en termes d'indicateurs de suivi retenus).**

Un audit détaillé du précédent Plan Climat-Energie Territorial (PCET) de la CIVIS a été réalisé par la SPL Horizon Réunion en 2018 afin de préparer l'élaboration du PCAET. Celui-ci a été rajouté en annexe du livret 1 « Diagnostics ».

- **Dans la mesure où la participation « amont », à un stade où les choix sont encore ouverts, est un élément clé pour la réussite du PCAET, l'Ae recommande à la CIVIS de préciser comment le public (citoyens, collectivités territoriales ou associations) a pu exercer son droit d'initiative, comme prévu par le code de l'environnement.**

La déclaration d'intention de la CIVIS a été faite par le biais de la délibération du 16/11/2017. Le préfet n'a pas été sollicité.

Différents temps de concertation ont été organisés lors de l'élaboration du PCAET afin de recueillir l'avis du plus grand nombre :

- Des ateliers thématiques avec des acteurs du territoire (entreprises, collectivités, établissements publics, associations, etc.) en juin 2019
- Des ateliers avec des agents de la CIVIS en décembre 2019
- Des ateliers avec des élèves de collège et lycée en décembre 2019

De plus, sur le site internet de la CIVIS, les citoyens pouvaient télécharger la plaquette de présentation des enjeux et donner leur avis sur les axes stratégiques et le plan d'actions via un questionnaire.

- **Au-delà des synthèses présentées pour certaines actions de concertation, l'Ae recommande de préciser comment la stratégie territoriale du PCAET a évolué (ou pourra évoluer) dans sa définition avec les partenaires institutionnels et le grand public.**

La stratégie territoriale n'a pas seulement évolué avec les retours des partenaires et du grand public, elle a été construite à partir des ateliers et questionnaires de concertation. Elle pourra également évoluer, tout comme le plan d'actions, lors de la mise en œuvre du plan en lien avec les différents acteurs du territoire.

C. Principaux enjeux environnementaux relevés par l'Ae

- **L'Ae recommande à la CIVIS de préciser et prendre en compte la part des ménages en situation de précarité énergétique sur son territoire (ménages bénéficiant du tarif social de l'électricité par**

exemple), de manière à établir une stratégie territoriale à dimension réaliste et sociale.

Dans le cadre du Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie (SLIME), 1 109 familles ont été accompagnées sur le territoire CIVIS en 2017. Parmi elles, 56% étaient bénéficiaires du TPN (Tarif de Première Nécessité) et 23% non bénéficiaires mais éligibles, soit un total de 79% de foyers éligibles. La consommation électrique annuelle moyenne des foyers visités dans le cadre du SLIME était de 2 487kWh par an.

Au total, 7 307 familles ont bénéficié d'une visite SLIME sur le territoire de la CIVIS et 1 874 d'un chauffe-eau solaire grâce au dispositif Eco-Solidaire. Concernant les Villages Solaires, à ce jour 285 chauffe-eau solaires ont été installés sur le territoire de la CIVIS.

Les données concernant le Chèque Energie (qui a remplacé le TPN) ne sont pas transmises par la DEAL à l'échelle des EPCI. Néanmoins, La Réunion se situe à la 3^{ème} place des départements bénéficiaires de chèques énergie (142 379 bénéficiaires pour un montant de 26,6 M€ montant total).

La stratégie territoriale et le plan d'actions du PCAET tiennent compte de ce contexte avec notamment des actions portant sur la poursuite du développement des Villages Solaires, la mise en place d'un service public de la rénovation énergétique et le développement des transports en commun.

D. Prise en compte des enjeux dans la stratégie et le programme d'actions du PCAET

- **Au regard du fort potentiel de réduction des émissions de GES estimé dans le diagnostic territorial, l'Ae demande à la CIVIS d'expliquer précisément les raisons de la faible part que représente l'évaluation de la mise en œuvre du plan d'actions du PCAET.**

Le plan d'actions résulte des ateliers et rencontres avec les différents acteurs, internes et externes à la CIVIS. Son potentiel de réduction des émissions de GES a ensuite été estimé en première approche. Il est à noter que d'autres actions menées par la collectivité permettront également des réductions d'émissions, même si celles-ci ne sont pas inscrites dans le PCAET (notamment les fiches actions du projet de territoire relatives à la transition écologique et énergétique). De même, de nouvelles actions viendront s'ajouter aux actions proposées au cours de la mise en œuvre du plan.

Par ailleurs, le plan d'actions permettrait en première approche d'éviter 120 000 tCO₂e durant les six ans de mise en œuvre, ce qui représente environ 35% de l'objectif affiché dans la stratégie pour 2026 (-343 000 tCO₂e). Le potentiel présenté dans le diagnostic est un maximum mais n'a pas vocation à représenter l'objectif que se fixe la CIVIS.

- **L'Ae recommande à la CIVIS de justifier concrètement l'effectivité de la contribution affichée et attendue de son PCAET aux objectifs nationaux et régionaux, notamment en matière de réduction des émissions de GES et de diminution de la consommation d'énergie finale.**

Comme dit précédemment, le plan d'actions actuel permet d'atteindre environ 35% des objectifs chiffrés stratégiques, objectifs qui ont été fixés en lien avec les objectifs régionaux et nationaux.

De nouvelles actions seront ajoutées au fur et à mesure de la mise en œuvre du plan et d'autres actions menées par ailleurs par la CIVIS permettront également des réductions d'émissions et de consommation d'énergie (notamment les actions du projet de territoire en cours de validation).

- **L'Ae recommande à la CIVIS d'inclure dans sa stratégie territoriale des actions dédiées à la maîtrise de la consommation énergétique de l'éclairage public, au regard de ses propres interventions, mais également en lien avec les autres collectivités et opérateurs compétents en la matière.**

L'action 2.1 « Mettre en place un programme d'éco-exemplarité sur le patrimoine de la CIVIS » consiste à réduire les consommations d'énergie du patrimoine de la CIVIS, y compris l'éclairage public. Cette action pourra être étendue aux communes membres et opérateurs privés (par exemple bailleurs sociaux) lors de la mise en œuvre du plan.

Par ailleurs, le projet de territoire de la CIVIS comporte une action qui s'intitule « accompagner les communes dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un schéma directeur de rénovation des réseaux d'éclairage public » (fiche-action n°28).

Enfin, le SIDELEC a fait bénéficier aux 8 communes de moins de 10 000 habitants de l'île d'un Conseil en Energie Partagé leur permettant de mettre en place un plan d'actions adapté à leurs besoins.

II. QUALITÉ DE LA DÉMARCHE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

B. Articulation avec les autres plans et programmes

- **Afin de rendre plus exhaustive la démonstration de compatibilité (ou l'absence de risque d'incompatibilité) vis-à-vis notamment du SRCAE 2013 et de la PPE 2016-2023 en cours de révision, l'Ae recommande à la CIVIS d'effectuer l'analyse à l'échelle de chacune des actions, voire des principales sous-actions, prévues par le PCAET.**

Les tableaux ci-dessous ont été intégrés dans l'évaluation environnementale en lieu et place des anciens tableaux situés en pages 24 à 31 du rapport. Ces tableaux proposent une analyse à l'échelle de chaque action pour le SAR, le SRCAE et la PPE (rapport de compatibilité vis-à-vis du PCAET).

Les 4 grands objectifs du SAR-SMVM sont :

- Répondre aux besoins d'une population croissante tout en protégeant les espaces naturels et agricoles ;
- Renforcer la cohésion de la société réunionnaise dans un contexte de plus en plus urbain ;
- Renforcer le dynamisme économique dans un territoire solidaire ;
- Sécuriser le fonctionnement du territoire en anticipant les changements climatiques : constats et prescriptions en matière de développement urbain.

Rapport de compatibilité/prise en compte

Compatibilité

Analyse de la compatibilité des actions du PCAET au regard du SAR	Compatibilité	Orientation du SAR à laquelle répond l'action
Action 1.1 : Développer un programme pluriannuel de l'investissement énergétique et un schéma directeur des énergies renouvelables	Compatible	Viser l'autonomie énergétique tout en sécurisant l'approvisionnement et le transport
Action 1.2 : Optimiser le potentiel énergétique des systèmes d'assainissement et des installations d'eau potable	Absence d'incompatibilité	/
Action 1.3 : Poursuivre et accélérer le développement des villages solaires	Compatible	Viser l'autonomie énergétique tout en sécurisant l'approvisionnement et le transport
Action 1.4 : Mise en place d'un service public de la rénovation énergétique	Absence d'incompatibilité	/
Action 1.5 : Améliorer la mesure de la qualité de l'air	Compatible	Faciliter la maîtrise des pollutions et des nuisances

Action 2.1 Mettre en place un programme d'éco-exemplarité sur le patrimoine de la CIVIS	Absence d'incompatibilité	/
Action 2.2 : Mettre en place une gouvernance interne et s'appuyer sur le dispositif Cit'ergie pour mettre en oeuvre le plan d'actions	Absence d'incompatibilité	/
Action 2.3 : Formation, communication et mobilisation des élus, des agents et de la population	Absence d'incompatibilité	/
Action 3.1 : Rendre les TC attractifs et compétitifs par rapport à la voiture	Compatible	Favoriser les transports collectifs pour une meilleure mobilité
Action 3.2 : Favoriser l'ecomobilité (vélo et marche au quotidien, autopartage)		
Action 3.3 : Développer des pistes et des aménagements cyclables sécurisés		
Action 3.4 : Aménager des Pôles d'échanges multimodaux et des parcs relais optimisés et attractifs		
Action 3.5 : Limiter l'autosolisme en promouvant le co-voiturage et l'autostop		
Action 4.1 : Optimiser la collecte, valoriser et réduire les déchets sur le territoire	Absence d'incompatibilité	/
Action 4.2 : Développer des projets de lutte contre le gaspillage alimentaire	Absence d'incompatibilité	/

Action 4.3 : Promouvoir des modes de consommation locale moins dépendants des importations et soutien des filières locales	Absence d'incompatibilité	/
Action 5.1 : Concilier gestion des sols, de l'eau, encourager la végétalisation et lutter contre les îlots de chaleur	Compatible	Protéger et valoriser les espaces agricoles et naturels en tenant compte de leurs fonctions Privilégier un principe de gestion préventive des risques
Action 5.2 : Mettre en œuvre la démarche DAUPI (Démarche Aménagement Urbain et Plantes Indigènes) et développer l'agroforesterie	Compatible	Protéger et valoriser les espaces agricoles et naturels en tenant compte de leurs fonctions
Action 5.3 : Réaliser une étude sur la vulnérabilité des ressources stratégiques en eau et mener une politique d'augmentation du rendement de réseau	Compatible	Gérer les ressources littorales tout en préservant les milieux (SMVM)

<p style="text-align: right;"><i>Document approuvé le 16/06/2011</i></p> <p>Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) <i>Les SRCAE sont soumis à évaluation environnementale depuis le 1er janvier 2013. Le SRCAE Réunion étant antérieur, il n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale</i></p>	
<p>Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) est un document stratégique ayant pour vocation de définir les orientations régionales en matière de lutte contre le changement climatique et la pollution atmosphérique sur le territoire de La Réunion. Il traduit les engagements nationaux et européens sur le climat, l'énergie et la qualité de l'air à l'échelle régionale.</p> <p>Les objectifs quantitatifs du SRCAE (hors volet énergie) sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et maîtrise de la demande en énergie (MDE) <ul style="list-style-type: none"> ✓ Réduire les émissions de GES de 10% en 2020 par rapport à 2011 ; ✓ Diminuer de 10% le volume d'importation du carburant fossile pour le secteur des transports en 2020 par rapport à 2011 ; ✓ Atteindre 50 à 60 % des logements équipés en eau chaude solaire (ECS) en 2020, et 70 à 80% en 2030. - Lutte contre la pollution atmosphérique (Air) <ul style="list-style-type: none"> ✓ Respect des normes réglementaires en vigueur en améliorant les stations de surveillance de la qualité de l'air 	

Rapport de compatibilité/prise en compte		
Compatibilité		
Analyse de la compatibilité des actions du PCAET au regard du SRCAE	Compatibilité	Objectif du SRCAE auquel répond l'action
Action 1.1 : Développer un programme pluriannuel de l'investissement énergétique et un schéma directeur des énergies renouvelables	Compatible	Développement des filières renouvelables garanties Atteindre 50% de part EnR dans le mix énergétique électrique en 2020 et aller vers l'autonomie électrique en 2030 Atteindre 50 à 60% des logements équipés en eaux chaude solaire en 2020, et 70 à 80 % en 2030
Action 1.2 : Optimiser le potentiel énergétique des systèmes d'assainissement et des installations d'eau potable	Compatible	La mutation des secteurs économiques pour répondre aux exigences de performances énergétiques et environnementales
Action 1.3 : Poursuivre et accélérer le développement des villages solaires	Compatible	Développement des filières renouvelables garanties Atteindre 50% de part EnR dans le mix énergétique électrique en 2020 et aller vers l'autonomie électrique en 2030 Atteindre 50 à 60% des logements équipés en eaux chaude solaire en 2020, et 70 à 80 % en 2030
Action 1.4 : Mise en place d'un service public de la rénovation énergétique	Absence d'incompatibilité	/
Action 1.5 : Améliorer la mesure de la qualité de l'air	Compatible	Etude et suivi des polluants atmosphériques ; Prévention concernant les effets des polluants atmosphériques
Action 2.1 Mettre en place un programme d'éco-exemplarité sur le patrimoine de la CIVIS	Absence d'incompatibilité	/
Action 2.2 : Mettre en place une gouvernance interne et s'appuyer sur le dispositif Cit'ergie pour mettre en oeuvre le plan d'actions	Absence d'incompatibilité	/

Action 2.3 : Formation, communication et mobilisation des élus, des agents et de la population	Absence d'incompatibilité	/
Action 3.1 : Rendre les TC attractifs et compétitifs par rapport à la voiture	Compatible	Mutation du secteur des transports avec le développement des transports collectifs, des modes doux et des véhicules alternatifs ; Réduire les émissions de GES de 10% en 2020 par rapport à 2011 Diminuer de 10% le volume d'importation du carburant fossile pour le secteur des transports en 2020 par rapport à 2011 (de 410ktep en 2011 à 369ktep en 2020)
Action 3.2 : Favoriser l'écomobilité (vélo et marche au quotidien, autopartage)		
Action 3.3 : Développer des pistes et des aménagements cyclables sécurisés		
Action 3.4 : Aménager des Pôles d'échanges multimodaux et des parcs relais optimisés et attractifs		
Action 3.5 : Limiter l'autosolisme en promouvant le co-voiturage et l'autostop		
Action 4.1 : Optimiser la collecte, valoriser et réduire les déchets sur le territoire	Absence d'incompatibilité	/
Action 4.2 : Développer des projets de lutte contre le gaspillage alimentaire	Absence d'incompatibilité	/
Action 4.3 : Promouvoir des modes de consommation locale moins dépendants des importations et soutien des filières locales	Absence d'incompatibilité	/
Action 5.1 : Concilier gestion des sols, de l'eau, encourager la végétalisation et lutter contre les îlots de chaleur	Compatible	La maîtrise de l'urbanisme permettant de concilier l'augmentation de la population à l'horizon 2030 et la limitation de l'augmentation des consommations d'énergie, tout en permettant la préservation des milieux naturels et agricoles dans un contexte de changement climatique. La réduction des consommations d'énergie par l'adoption de modes constructifs adaptés
Action 5.2 : Mettre en oeuvre la démarche DAUPI (Démarche Aménagement Urbain et Plantes Indigènes) et développer l'agroforesterie		
Action 5.3 : Réaliser une étude sur la vulnérabilité des ressources stratégiques en eau et mener une politique d'augmentation du rendement de réseau	Compatible	L'amélioration de la résilience du territoire notamment en sécurisant les infrastructures face aux évolutions climatiques.

La PPE constitue le volet « énergie » du SRCAE de La Réunion. Les objectifs de la PPE sont déclinés sur les volets énergies renouvelables, maîtrise de la demande en énergie et transports.

Chapitre Ier : Efficacité énergétique et réduction de la consommation d'énergie fossile
Les objectifs de réduction de l'augmentation structurelle de la consommation d'énergie

	2018	2023
Réduction de la consommation d'énergie	- 110 GWh	- 360 GWh

CHAPITRE II Développement de la production d'énergie à partir d'énergies renouvelables

Article 3 – Définition des objectifs de développement de la production électrique à partir d'énergies renouvelables [...]

Article 4 – Définition des objectifs de substitution du charbon dans la production électrique par les énergies renouvelables ou de récupération [...]

Article 5 - Les objectifs de développement de la production de chaleur et de froid renouvelables et de récupération [...]

Chapitre III – Sécurité d'approvisionnement et équilibre entre l'offre et la demande

Article 9 - L'objectif de déploiement des dispositifs de charge pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables est fixé à 150 bornes de recharge alimentées à partir d'électricité renouvelable en 2018 et à 225 bornes de recharge alimentées à partir d'électricité renouvelable en 2023.
[...]

Rapport de compatibilité/prise en compte

Compatibilité

Objectifs de la PPE

Contribution de la stratégie du PCAET de la CIVIS à l'atteinte des
objectifs de la PPE

Objectifs de réduction de l'augmentation structurelle de la
consommation d'énergie

Stratégie :

<ul style="list-style-type: none"> maîtrise de la consommation d'énergie finale : + 12,9% en 2023, comparé à 2014, et tendance fixée par le SRCAE de + 20% en 2050. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réduction de -20% de la consommation d'énergie finale¹ en 2030 p/r à 2018 (cohérence LTECV) ✓ Réduction de -50% de la consommation d'énergie finale* en 2050 p/r à 2018 (cohérence LTECV) 	
Objectifs de développement de la production électrique à partir d'énergies renouvelables : 50% d'EnR dans le mix énergétique en 2020;	Stratégie : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Autonomie électrique en EnR en 2030 (cohérence PPE) ✓ Autonomie énergétique en EnR en 2050 (cohérence « esprit SNBC ») 	
Objectifs de substitution du charbon dans la production électrique par les énergies renouvelables ou de récupération		
<ul style="list-style-type: none"> Production de + 481 GWh supplémentaire en 2023 par rapport à 2013 		
Objectifs de développement de la production de chaleur et de froid renouvelables et de récupération :	Stratégie : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Autonomie électrique en EnR en 2030 (cohérence PPE) ✓ Autonomie énergétique en EnR en 2050 (cohérence « esprit SNBC ») 	
<ul style="list-style-type: none"> Pour le SWAC : + 32 GWhe supplémentaire en 2023 par rapport à 2015 Pour le solaire thermique : + 132 GWhe supplémentaire en 2023 par rapport à 2015 		
Analyse de la compatibilité des actions du PCAET au regard de la PPE	Compatibilité	Objectif de la PPE auquel répond l'action
Action 1.1 : Développer un programme pluriannuel de l'investissement énergétique et un schéma directeur des énergies renouvelables	Compatible	Objectifs de développement de la production électrique à partir d'énergies renouvelables : 50% d'EnR dans le mix énergétique en 2020;
Action 1.2 : Optimiser le potentiel énergétique des systèmes d'assainissement et des installations d'eau potable		Objectifs de développement de la production de chaleur et de froid renouvelables et de récupération : <ul style="list-style-type: none"> Pour le SWAC : + 32 GWhe supplémentaire en 2023 par rapport à 2015
Action 1.3 : Poursuivre et accélérer le développement des villages solaires		
Action 1.4 : Mise en place d'un service public de la rénovation énergétique		

¹ hors aviation et maritime

		<ul style="list-style-type: none"> • Pour le solaire thermique : + 132 GWhe supplémentaire en 2023 par rapport à 2015 <p>Objectifs de substitution du charbon dans la production électrique par les énergies renouvelables ou de récupération : Production de + 481 GWh supplémentaire en 2023 par rapport à 2013</p> <p>Maîtrise de la consommation d'énergie finale : + 12,9% en 2023, comparé à 2014, et tendance fixée par le SRCAE de + 20% en 2050.</p>
Action 1.5 : Améliorer la mesure de la qualité de l'air	Absence d'incompatibilité	/
Action 2.1 Mettre en place un programme d'éco-exemplarité sur le patrimoine de la CIVIS	Absence d'incompatibilité	/
Action 2.2 : Mettre en place une gouvernance interne et s'appuyer sur le dispositif Cit'ergie pour mettre en oeuvre le plan d'actions	Absence d'incompatibilité	/
Action 2.3 : Formation, communication et mobilisation des élus, des agents et de la population	Absence d'incompatibilité	/
Action 3.1 : Rendre les TC attractifs et compétitifs par rapport à la voiture	Compatible	<p>Objectif 1</p> <p>Augmentation significative de la part modale de Transports en Commun</p> <p>Objectif 2</p> <p>Baisse de la consommation des énergies fossiles du secteur des transports</p> <p>L'objectif de déploiement des dispositifs de charge pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables est fixé à 150 bornes de recharge alimentées à partir d'électricité renouvelable en 2018 et à 225 bornes de</p>
Action 3.2 : Favoriser l'écomobilité (vélo et marche au quotidien, autopartage)		
Action 3.3 : Développer des pistes et des aménagements cyclables sécurisés		
Action 3.4 : Aménager des Pôles d'échanges multimodaux et des parcs relais optimisés et attractifs		
Action 3.5 : Limiter l'autosolisme en promouvant le co-voiturage et l'autostop		

		recharge alimentées à partir d'électricité renouvelable en 2023.
Action 4.1 : Optimiser la collecte, valoriser et réduire les déchets sur le territoire	Compatible	Valorisation énergétique de déchets : opportunité de développement de 16 MWelec en 2023. Objectif méthanisation : 2023 : + 3,5 MW par rapport à 2018
Action 4.2 : Développer des projets de lutte contre le gaspillage alimentaire	Absence d'incompatibilité	/
Action 4.3 : Promouvoir des modes de consommation locale moins dépendants des importations et soutien des filières locales	Absence d'incompatibilité	/
Action 5.1 : Concilier gestion des sols, de l'eau, encourager la végétalisation et lutter contre les îlots de chaleur	Absence d'incompatibilité	/
Action 5.2 : Mettre en oeuvre la démarche DAUPI (Démarche Aménagement Urbain et Plantes Indigènes) et développer l'agroforesterie	Absence d'incompatibilité	/
Action 5.3 : Réaliser une étude sur la vulnérabilité des ressources stratégiques en eau et mener une politique d'augmentation du rendement de réseau	Absence d'incompatibilité	/

Schéma de Cohérence Territoriale Grand Sud (SCOT)	Document approuvé le 18 février 2020 <i>A fait l'objet d'une évaluation environnementale</i>
<p>Le SCOT est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'organisation de l'espace et d'urbanisme, d'habitat de mobilité, d'aménagement commercial, de développement économique, d'environnement. Il en assure la cohérence tout comme il assure la cohérence des documents sectoriels intercommunaux PLUi, PLHi, PDU, et des PLU.</p> <p>Le SCOT doit respecter les principes du développement durable : principe d'équilibre entre le développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural et la préservation des espaces naturels et des paysages ; principe de diversité des fonctions urbaines ; principes de respect de l'environnement.</p>	

S'agissant plus spécifiquement du Grand Sud de La Réunion, Le SCOT est d'abord et avant tout la marque de reconnaissance d'un vrai bassin de vie constitué par les dix communes qui composent les deux intercommunalités CASUD et CIVIS ; soit un territoire de plus de 307.000 habitants en 2018. Les perspectives de développement de ce bassin de vie ne peuvent alors se concevoir que globalement c'est-à-dire intégrant les besoins et les propositions de l'ensemble des dix communes et des deux EPCI.

Source : Note de synthèse – SCOT Grand Sud 2020, Syndicat Mixte d'Etudes et de programmation du Grand Sud

Rapport de compatibilité/prise en compte

Prise en compte

Objectifs et enjeux du SCOT	Contribution du PCAET de la CIVIS à l'atteinte des objectifs du SCOT
AXE 1 : Préserver et valoriser l'espace et les ressources 1.2. Protéger et mettre en valeur les richesses naturelles du Grand Sud 1.3. Préserver et partager les ressources 1.4. Prévenir et gérer les risques naturels et les nuisances	Axe 1 : Maîtrise de l'énergie et production d'énergies renouvelables sur le territoire Actions 1.1 à 1.3 Axe 5 : Adaptation du territoire au changement climatique Action 5.1 à 5.3
AXE 2 : L'équipement du territoire pour un bassin de vie de 400 000 habitants à long terme 2.1. Un aménagement du territoire équilibré et solidaire 2.2. Mettre en réseau le territoire et les villes avec l'accessibilité comme vecteur essentiel de la démarche de projet territorial 2.3. Concentrer la ville tout en créant un cadre de vie attractif	Axe 3 : Mise en œuvre d'une mobilité durable sur le territoire Actions 3.1 à 3.5 Axe 5 : Adaptation du territoire au changement climatique Action 5.1
AXE 3 : Un développement économique affirmant le rayonnement du Grand Sud 3.3. Conforter les espaces agricoles et leurs productions	Axe 4 : Consommation, alimentation et déchets Action 4.3
AXE 4 / Un développement au profit du citoyen garant de la cohésion sociale et territoriale 4.1. Promouvoir la formation et la qualification de la population	Axe 2 : Exemplarité de la CIVIS dans ses compétences et son patrimoine Action 2.3

- **L'Ae recommande de prendre en compte le SCoT du Grand Sud approuvé le 18 février 2020, en apportant les éléments d'analyse nécessaires sur les thématiques à enjeux pouvant interagir (usages du sol, déplacements, puits de CO₂, qualité de l'air, production et consommation d'énergie...), l'intérêt étant de pouvoir justifier une approche globale cohérente.**

Cf tableau ci-dessus. Ce tableau est intégré dans l'évaluation environnementale à la page 34.

- **Pour renforcer et mettre en cohérence les actions proposées dans le PCAET et la politique nécessaire sur le territoire en matière de maîtrise des déplacements, l'Ae invite la CIVIS en tant qu'autorité organisatrice des transports à élaborer un plan de déplacements urbains (PDU).**

La politique de déplacements de la CIVIS s'articule autour des fiches action du projet de territoire (fiche-action « Promouvoir la mobilité durable sur le territoire ») ainsi que de l'axe 3 du PCAET, élaboré avec les services de la CIVIS autour des projets déjà en cours et programmés.

L'élaboration d'un PDU ne fait pas partie des projets de la CIVIS à court terme.

C. Analyse de l'état initial de l'environnement et des effets probables du PCAET

- **L'Ae recommande à la CIVIS de s'assurer de la cohérence entre les divers documents constituant le projet de PCAET, afin de mieux asseoir la stratégie territoriale et l'effectivité du plan d'actions.**

Plusieurs coquilles figurent dans l'EES ayant intégré la version initiale des diagnostics du PCAET (GES/énergie). Les données indiquées seront harmonisées avec la dernière version du diagnostic territorial du PCAET, pour une parfaite cohérence. Les pages de l'EES initiale modifiées sont les suivantes : page 57, 60, 101, 102, 105 et 107.

- **L'Ae recommande à la CIVIS de mieux prendre en compte la problématique des risques littoraux sur son territoire (érosion et recul du trait de côte, submersion marine...) associés au changement climatique, notamment en identifiant les actions opérationnelles nécessaires sur le sujet.**

La problématique des houles australes et de la submersion marine est détaillée en page 37 et 38 (41/42 de la version finale). La problématique du recul du trait de côte est évoquée en page 46 et 47 (50/51 de la version finale).

Par ailleurs, un pilier du projet de territoire a pour objectif de « garantir et optimiser la gestion des risques naturels », avec 17 fiches actions (voir en annexe les principales fiches en lien direct avec le PCAET). En particulier, une action consiste à installer un houlographe côtier au niveau du port de Saint-Pierre (fiche-action n°7).

- **L'Ae recommande à la CIVIS de prévoir dans ses actions des campagnes spécifiques de sensibilisation sur la pollution atmosphérique liée aux véhicules transformés et au brûlage des déchets par les particuliers, mais également de contrôle en lien avec les autorités compétentes (police, gendarmerie...).**

L'action 1.5 consiste à « Améliorer la mesure de la qualité de l'air ». Dans un second temps, lors de l'évaluation du PCAET à mi-parcours et dès lors que la mesure de la qualité de l'air aura été améliorée, une nouvelle sous-action pourra être rajoutée au sein de l'action afin de traiter ces problématiques très spécifiques.

- **Afin de développer le mix énergétique dans un contexte insulaire contraint, l'Ae recommande à la CIVIS de décliner davantage le potentiel des énergies renouvelables « propres » dans son plan d'actions, notamment en ce qui concerne les énergies de la mer.**

L'action 1.1 « Développer un programme pluriannuel de l'investissement énergétique et un schéma directeur des énergies renouvelables » comprend l'accompagnement au développement des EnR.

Le schéma régional éolien fait état de possibilités de développement aux Avirons et à Petite-Ile. Une mise à jour de ce schéma est en cours pour confirmer ces potentiels.

Concernant les énergies marines, le diagnostic présente plusieurs potentiels et une fiche-action du projet de territoire a pour objectif d'« affiner les études sur le potentiel de développement de l'énergie des mers » (fiche-action n°23). Cependant, le projet de SWAC du CHU Sud est actuellement en difficulté. Le Schéma Régional des Énergies de la Mer 2018 de La Réunion fait état de 2,8 à 8,2 MW pour la CIVIS. Au vu de ce faible potentiel et des difficultés rencontrées par les différents projets d'énergies marines à la Réunion, la CIVIS n'a pas souhaité afficher d'objectif sur ce volet mais plutôt se concentrer sur des EnR plus matures (PV, solaire thermique notamment).

- **En lien avec la production d'électricité issue des énergies renouvelables « propres », l'Ae recommande à la CIVIS de renforcer son plan d'actions en termes de mobilité sobre et décarbonée, en programmant notamment le développement des infrastructures de recharge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables sur le territoire intercommunal.**

La fiche-action n°15 du projet de territoire de la CIVIS concernant la promotion de la mobilité durable sur le territoire de la CIVIS inclut un volet sur le développement du réseau d'IRVE.

Par ailleurs, le SIDELEC a mené une étude sur plusieurs communes de l'île, dont Cilaos, Petite-Ile, Les Avirons et Saint-Louis. Les propositions de scénarii sont en cours de validation par les communes.

- **L'Ae recommande à la CIVIS de compléter le PCAET par une analyse des PLU en vigueur sur le territoire, notamment en ce qui concerne les possibilités de diminution de l'artificialisation des sols, et de proposer des dispositions (orientations, règles...) qui pourraient être reprises lors des procédures d'évolution de ces PLU.**

Une analyse succincte des PLU en vigueur sur le territoire de la CIVIS montre qu'en synthèse :

- les PADD des PLU intègrent les sensibilités environnementales relatives à la préservation des terrains agricoles et naturels, et de manière plus générale à la limitation de consommation d'espace. Quelques exemples sont repris ci-dessous.

PRESERVER ET METTRE EN VALEUR LE PATRIMOINE NATUREL ET URBAIN AFIN DE CONSERVER UN CADRE DE VIE DE QUALITE	
Préserver et mettre en valeur les espaces naturels	<ul style="list-style-type: none"> - Conserver le classement en zone naturelle stricte des entités écologiques remarquables - Protéger et mettre en valeur les espaces naturels sensibles, notamment sur le Piton Montvert - Préserver et mettre en valeur les espaces littoraux en organisant les conditions d'accès et de fréquentation de ces sites - Rendre inconstructible les ravines afin de préserver les écosystèmes - Favoriser la mise en place du projet de Parc National de la Réunion en utilisant les Hauts de Saint-Pierre comme une porte d'entrée sur ce parc
Préserver le paysage agricole	<ul style="list-style-type: none"> - Stopper la consommation extensive d'espaces agricoles en circonscrivant strictement l'aménagement des quartiers - Lutter contre les constructions isolées qui mitent le paysage agricole
Identifier et mettre en valeur le patrimoine urbain, historique et culturel	<ul style="list-style-type: none"> - Protéger le patrimoine bâti qu'il s'agisse d'éléments architecturaux de qualité ou d'ensemble bâtis cohérents - Préserver le caractère urbain caractéristique « d'un village de pêcheurs » de Terre Sainte - Mettre en œuvre une politique de réhabilitation et de ravalement des façades, notamment dans le centre ville - Privilégier la réutilisation des bâtiments du patrimoine industriel (usine de Pierrefonds, magasin de la Compagnie des Indes)

Un espace agricole protégé

La commune de Saint-Louis, consciente des atouts de l'agriculture pour son territoire et sa population mais également des menaces qui pèsent sur elle, affirme sa ferme volonté d'apporter sa contribution à la protection de ce secteur. Cet engagement prend corps à travers la « charte agricole », qui trouve toute sa traduction réglementaire dans le projet de PLU.

Pour les PLU les plus ambitieux, cet enjeu de préservation est également traduit par la fixation de quotas d'extension alloués inférieurs à ceux autorisés par le SAR.

La ressource en espace

Les objectifs de modération de la consommation de l'espace passe par **une maîtrise de l'étalement urbain** en :

- Limitant les extensions urbaines :
 - A échéance 10 ans, le PLU limite les extensions urbaines à vocation habitat à 16ha soit -5ha par rapport aux quotas alloués pour le SAR, qui sont de 21ha à l'horizon 2025.
 - A échéance 10 ans, le PLU limite les extensions urbaines à vocation activité à 6ha soit -4ha par rapport aux quotas alloués pour le SAR, qui sont de 10ha à l'horizon 2025.
- Utilisant les espaces déjà bâtis et les dents creuses, aujourd'hui équipés en réseaux pour accueillir de nouveaux habitants en intensifiant l'urbanisation.
- Promouvant des formes urbaines peu consommatrices d'espaces pour tendre vers une densité 20 à 50 logements par hectare suivant le contexte urbain.

- Les règlements des PLU encadrent les surfaces perméables et espaces plantés minimums relatifs aux unités foncières visées.

PLU des Avirons approuvé en novembre 2010 (extrait du règlement)

ARTICLE Ua 13 - OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTEURS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS ET DE PLANTATIONS

13.1 - Espaces libres

A l'exception des secteurs **Ua1** et **Ua2**, au minimum 25% de la superficie totale de l'unité foncière doit être traité en espace vert et perméable comprenant des plantations et devant recevoir un traitement paysager. Pour les terrains d'une superficie inférieure ou égale à 150 m² la norme est ramenée à 15%.

En secteurs **Ua1** et **Ua2**, au minimum 10% de la superficie totale de l'unité foncière doit être traité en espace vert et perméable et doit recevoir un traitement paysager. Les espaces libres et les espaces de stationnement devront être plantés à raison d'au moins un arbre de 1,50 mètre pour 100 m² de terrain.

- Certains PLUs intègrent également des préconisations quant à la palette végétale à déployer.

PLU de Petite Ile arrêté en août 2016 (extrait du règlement)

ARTICLE AUF.13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les plantations existantes doivent, dans la mesure du possible, être maintenues sinon des plantations de remplacement seront réalisées en privilégiant systématiquement la diversité végétale des types biologiques et des espèces

La diversité végétale des types biologiques et des espèces doit se faire conformément à la palette végétale des espèces indigènes - palette non exhaustive - répertoriée par secteur et indexée dans le Cahier de Recommandations Paysagères.

Il est souhaitable que le choix des espèces respecte, autant que faire se peut, la zone favorable de son implantation. Dans le cas d'un projet se trouvant à la limite entre deux zones favorables, le choix des espèces peut se faire dans les deux listes d'espèces indigènes.

D'autres espèces peuvent être plantées si elles ne présentent pas un risque d'envahissement des milieux naturels conformément à la Charte d'engagement relative à la non-utilisation de plantes invasives à Petite-Île du 7 août 2015 également indexée dans le Cahier de Recommandations Paysagères.

La marge de progression possible pour limiter l'imperméabilisation dans le cadre des PLU nous semble être située de manière prioritaire sur deux volets :

- ✓ Tendre à augmenter le pourcentage d'espaces perméables et d'espace plantés imposé pour chaque zonage dans le cadre des règlements et renforcer la densité des espaces plantés
- ✓ Généraliser l'intégration de cahier de recommandations/prescriptions relatif aux formes du bâti en favorisant des constructions environnementalement vertueuses (maintien d'espaces de pleine terre en pied de bâti, choix des matériaux, densité, etc.)

La fiche -action n°13 du projet de territoire « travailler à l'harmonisation des PLU et tendre vers un Eco-PLU intercommunal » pourra intégrer ces dispositions.

- **En lien avec les représentants des milieux agricoles et forestiers, l'Ae recommande à la CIVIS de définir les actions concrètes pouvant être mises en place, notamment pour maximiser les puits de carbone (séquestration dans les sols, la forêt et les produits bois).**

Le potentiel maximal de séquestration a été évalué dans le diagnostic et représente seulement 1,5 % du bilan annuel des émissions de GES Scopes 1, 2 et 3 et 2,4 % du bilan annuel des émissions de GES sur le périmètre « levier d'opportunité local ». Ce volet n'a donc pas été jugé prioritaire lors de l'élaboration du plan d'actions. Cependant, la CIVIS pourra juger de l'opportunité de l'intégrer dans le PCAET notamment lors de sa révision à mi-parcours.

Par ailleurs, plusieurs fiches-action du projet de territoire intègrent des échanges avec les acteurs des milieux agricoles et forestiers (n°12 : « affiner les études sur la vocation des surfaces agricoles et naturelles visant à favoriser le développement de la filière énergie renouvelable sur le territoire de la CIVIS et de ses communes membres, par la réserve foncière et l'accompagnement financier », n°24 « élaborer un schéma directeur de valorisation de la biomasse (identification des gisements/utilisation des espèces envahissantes) », n°25 « accompagner la conversion de la centrale thermique du Gol vers une production 100% bois-énergie, au travers de partenariat avec l'office national des forêts et d'importations ou vers la canne fibre »).

Enfin, une sous-action a été rajoutée dans la fiche action n°5.1 du PCAET (Concilier gestion des sols, de l'eau, encourager la végétalisation et lutter contre les îlots de chaleur) précisant que la CIVIS mobilisera les acteurs de la filière "canne énergie" afin de développer des pistes d'actions ou actions précises lors de la révision à mi-parcours du PCAET.

D. Justification des choix opérés et solutions de substitution raisonnables

- **Dans la perspective d'une dynamique territoriale et d'une gouvernance partagée, l'Ae recommande à la CIVIS d'élargir sa stratégie et son plan d'actions, en sollicitant et fédérant tous les acteurs publics et privés concernés, et en intégrant plus amplement le diagnostic et les potentiels enjeux du changement climatique identifiés par secteur (vérification de l'atteinte des objectifs réglementaires).**

Pour l'élaboration de son plan d'actions, la CIVIS a mobilisé largement les acteurs du territoire au travers de rencontres et d'ateliers menés conjointement avec l'élaboration du projet de territoire. Dans son chapitre « Dispositif de suivi et d'évaluation », le PCAET souligne la nécessité de mobiliser largement les différents acteurs et notamment les entreprises.

Lors de la mise en œuvre de chaque fiche, les acteurs publics et privés concernés seront associés au cas par cas. Le plan d'actions pourra également être complété et amendé tout au long de la mise en œuvre du PCAET.

III. QUALITÉ DE LA DÉMARCHE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

- En lien avec la mobilisation des partenaires extérieurs, l'Ae recommande à la CIVIS de cibler les indicateurs les plus représentatifs pour apprécier l'atteinte des objectifs stratégiques et les résultats opérationnels du PCAET.

Pour les installations ou équipements favorables sur le plan énergétique, mais pouvant avoir un impact négatif sur le plan environnemental, la définition d'indicateurs au stade et à l'échelle du plan est à compléter, le cas échéant, sans attendre les études d'impact desdits projets (exemple : impacts sur les écosystèmes aquatiques des centrales hydrauliques...).

Tout au long de la mise en œuvre du PCAET, les indicateurs tels que les consommations d'énergie, la production d'énergie renouvelable ou encore les émissions de GES seront suivies afin de quantifier l'atteinte des objectifs stratégiques chiffrés (notamment à partir des données de l'Observatoire Energie Réunion).

D'autre part, les installations et types d'équipements identifiés dans le PCAET et pouvant avoir un impact négatif sur l'environnement font d'ores et déjà l'objet d'indicateurs de suivi. C'est le cas par exemple de la centrale biomasse ou des panneaux photovoltaïques.

ANNEXE : Liste des fiches-action du projet de territoire en lien direct avec le PCAET

ACCOMPAGNER LA TRANSITION ECOLOGIQUE PAR LA MAITRISE DE L'ENERGIE, LE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES ET L'AUTONOMIE ENERGETIQUE	
1	METTRE EN PLACE UNE GOUVERNANCE DE L'ENERGIE AU SEIN DE LA CIVIS
3	ELARGIR LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA CIVIS EN MATIERE DE SENSIBILISATION ET DE COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE EN LIEN AVEC LA MAITRISE DE LA DEMANDE EN ENERGIE
4	METTRE EN PLACE UN PROGRAMME DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION A LA MAITRISE DE LA DEMANDE EN ENERGIE POUR L'ENSEMBLE DES AGENTS DE LA CIVIS ET DE SES COMMUNES MEMBRES AINSI QUE POUR LES ELUS
5	METTRE EN PLACE UN PROGRAMME DE RENOVATION ENERGETIQUE ET AMELIORER LES PERFORMANCES ENERGETIQUES DU PATRIMOINE DE LA CIVIS ET DE SES COMMUNES MEMBRES
8	STRUCTURER UNE EQUIPE D'AMBASSADEURS DE L'ENERGIE
9	INTEGRER DES CLAUSES ENERGIE CLIMAT DANS LES MARCHES PUBLICS
12	AFFINER LES ETUDES SUR LA VOCATION DES SURFACES AGRICOLES ET NATURELLES VISANT A FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE ENERGIE RENOUVELABLE SUR LE TERRITOIRE DE LA CIVIS ET DE SES COMMUNES MEMBRES, PAR LA RESERVE FONCIERE ET L'ACCOMPAGNEMENT FINANCIER
13	TRAVAILLER A L'HARMONISATION DES PLU ET TENDRE VERS UN ECO-PLU INTERCOMMUNAL
14	SOUTENIR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ACTIONS DU PCAET EN MATIERE D'ENERGIE
15	PROMOUVOIR LA MOBILITE DURABLE SUR LE TERRITOIRE
16	ELABORER UN SCHEMA DIRECTEUR DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES EN SUBSTITUTION DES ENERGIES FOSSILES (OBJECTIF DE 50 % D'ENERGIES RENOUVELABLES DANS LA CONSOMMATION FINALE A L'HORIZON 2030)
17	POURSUIVRE ET ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT DES VILLAGES SOLAIRES ET PHOTOVOLTAÏQUES : ELABORER UN SCHEMA DIRECTEUR SOLAIRES ET PHOTOVOLTAÏQUES SUR LES 20 PROCHAINES ANNEES
18	IMPLANter UN VILLAGE SOLAIRE AUX AVIRONS
19	IMPLANter UN VILLAGE SOLAIRE A L'ETANG-SALE

20	POURSUIVRE ET ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT DES VILLAGES SOLAIRES ET PHOTOVOLTAÏQUES : ELABORER UN SCHEMA DIRECTEUR SOLAIRES ET PHOTOVOLTAÏQUES SUR LES 20 PROCHAINES ANNEES
21	ELABORER UN SCHEMA DIRECTEUR DE DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION HYDROELECTRIQUE SUR LES RESEAUX DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE COMPETENCES « EAU ET ASSAINISSEMENT » ARTICULE AUTOUR DES 12 SITES EXPLOITABLES SITUES SUR LE TERRITOIRE CIVIS
22	AFFINER LES ETUDES SUR LE POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT DE L'EOLIEN
23	AFFINER LES ETUDES SUR LE POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE DES MERS
24	ELABORER UN SCHEMA DIRECTEUR DE VALORISATION DE LA BIOMASSE (IDENTIFICATION DES GISEMENTS/UTILISATION DES ESPECES ENVAHISSANTES)
25	ACCOMPAGNER LA CONVERSION DE LA CENTRALE THERMIQUE DU GOL VERS UNE PRODUCTION 100% BOIS-ENERGIE, AU TRAVERS DE PARTENARIAT AVEC L'OFFICE NATIONAL DES FORETS ET D'IMPORTATIONS OU VERS LA CANNE FIBRE
28	ACCOMPAGNER LES COMMUNES DANS L'ELABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE D'UN SCHEMA DIRECTEUR DE RENOVATION DES RESEAUX D'ECLAIRAGE PUBLIC
29	ELABORER UN SCHEMA DE LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS LUMINEUSES (PERIMETRES DE 10 KM AUTOUR DE L'OBSERVATOIRE DES MAKES...) ET LA PROTECTION DES PETRELS
32	LANCER DES EXPERIMENTATIONS EN MATIERE DE MOBILITE ELECTRIQUE
33	LANCER DES EXPERIMENTATIONS EN MATIERE DE METHANISATION INDIVIDUELLE
34	METTRE EN PLACE UN DISPOSITIF FINANCIER INCITATIF POUR ACCOMPAGNER LES MENAGES SUR LES EXPERIMENTATIONS
35	DEVELOPPER ET CONSOLIDER LES PARTENARIATS AVEC LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE ET LES ENTREPRISES INNOVANTES ET FAIRE DU PATRIMOINE DE LA CIVIS ET DE SON TERRITOIRE DE VERITABLES SUJETS D'ETUDES ET D'EXPERIMENTATIONS
36	DEVELOPPER DES ACTIONS ET UN PROGRAMME D'EDUCATION ET DE SENSIBILISATION A LA TRANSITION ECOLOGIQUE EN DIRECTION DU GRAND PUBLIC ET DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES ET LES CENTRES DE PETITE ENFANCE
37	PROMOUVOIR L'EXISTENCE DES ESPACES INFO ENERGIES (EIE)
38	POURSUIVRE ET RENFORCER LA MISE EN PLACE DES VILLAGES SOLAIRES SUR LE TERRITOIRE DE LA CIVIS

39	LANCER DES EXPERIMENTATIONS EN MATIERE DE CONSOMMATION ET DE PRODUCTION D'ENERGIE AINSI QUE LEUR MONITORING
PROMOUVOIR L'ECOLOGIE URBAINE ET RURALE	
8	METTRE EN ŒUVRE LA DEMARCHE DAUPI
9	ENGAGER DES PROJETS DE PLANTATIONS ET DE REBOISEMENTS NOTAMMENT DE PLANTES APIPHILES
GARANTIR ET OPTIMISER LA GESTION DES RISQUES NATURELS	
1	REAPPROPRIER ET GENERALISER LA CULTURE DU RISQUE
2	REDIGER UN SCHEMA DE COMPOSITION GENERALE SUR LA GESTION DES RISQUES NATURELS DU TERRITOIRE
3	ANIMER DES ATELIERS DE SENSIBILISATION AU RISQUE INONDATION DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES
4	METTRE EN PLACE UNE STRATEGIE ET UN PLAN DE COMMUNICATION (SCOLAIRES/QUARTIERS...) AUTOUR DES RISQUES NATURELS (CYCLONES, FORTES PLUIES...)
7	INSTALLER UN HOULOGRAPHE COTIER AU NIVEAU DU PORT DE SAINT-PIERRE

Merci de
votre lecture

